

RÉSUMÉ DE THÈSE

Les mobilisations familiales et/ou individuelles pour la
réalisation de projets d'émigration clandestine
de la Casamance vers l'Europe

Abdoulaye NGOM

Sociétés Plurielles, n° 3 Varia

Les **Presses de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAireS, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **Presses de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango – Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Mandenkan*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Sociétés plurielles

Varia

Numéro 3 – Année 2019

Les mobilisations familiales et/ou individuelles pour la réalisation de projets d'émigration clandestine de la Casamance vers l'Europe

**Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction
de Catherine Delcroix, soutenue le 13 décembre 2017,
Université de Strasbourg, 400 p.**

Abdoulaye NGOM

Problématique et méthodologie

Nous avons voulu rendre compte dans le cadre de notre thèse des migrations clandestines sous l'angle des mobilisations familiales et individuelles préparant les départs depuis la Casamance. Il s'agissait de reconstituer le budget des familles et des candidats à la migration à travers une analyse des stratégies et des mécanismes qu'ils mettent en œuvre pour tenter d'améliorer et/ou de sortir de leur situation. Les analyses ont porté sur la Casamance, une région essentiellement riche du Sud du Sénégal qui par ailleurs est plongée dans une situation de « ni guerre ni paix » à cause d'un conflit armé vieux de plus de trois décennies qui a contribué à la détérioration du tissu politico-économique et social de cette région et donc amené certains de ses habitants à se lancer dans l'aventure périlleuse de la migration clandestine. Concrètement, nous avons tenté de montrer dans cette recherche que les mobilisations familiales ou individuelles pour le départ migratoire observées en Casamance intègrent une bonne part de calcul rationnel de la part des acteurs qui s'y engagent. En effet, ceux qui participent à leur financement – les parents, la famille étendue et les candidats eux-mêmes, n'ont pas d'argent à perdre. Ils ne sont pas des acteurs irrationnels, bien au contraire ; il s'agit sans doute pour eux d'un investissement – certes à haut risque – dont ils/elles espèrent un retour :

d'autres jeunes ont réussi à gagner l'Europe et renvoient au pays des sommes mensuelles qui permettent à leur famille d'améliorer nettement leurs conditions de vie. Il faut souligner qu'en Casamance, une famille de deux personnes vit en moyenne avec 3 ou 4 € par jour, soit une centaine d'euros par mois ; cela donne une idée de l'importance des « rémittences », les envois périodiques d'argent par un fils qui aurait trouvé, en France par exemple, un emploi salarié. Notre travail examine également les déterminants qui sont à l'origine des départs, les acteurs impliqués, l'organisation des voyages, le rapport au risque, les itinéraires suivis par les candidats à la migration, la place des tontines dans ces voyages, et enfin les politiques de prévention des départs en Casamance et leurs effets sur les migrations en provenance de cette région. Enfin l'examen des mobilisations familiales et individuelles dans la migration clandestine et des mobilisations familiales dans la migration pour études permet d'introduire une dimension comparative à ce travail. Pour atteindre les objectifs de notre recherche, nous avons opéré une triangulation méthodologique. D'abord, nous avons procédé à un examen du contexte spécifique de la Casamance mais également du contexte individuel dans lequel s'inscrivent les parcours des « candidats » et de leur famille. Ensuite, nous avons pris appui sur un corpus d'entretiens semi-directifs, de récits de vie croisés, de discussions informelles recueillis auprès de candidats à la migration et de leur famille suivis dans la durée (4 ans) sur plusieurs sites en Casamance (plus précisément dans les régions de Ziguinchor et de Kolda). Enfin, nous avons effectué des entretiens avec les protagonistes et autres « autres significatifs » qui interviennent dans ces voyages : promoteurs de voyage, capitaines de pirogues, pêcheurs, marabouts, ...

Structure de la thèse

Alors que la thèse s'ouvre sur une première partie qui revient sur le contexte économique, politique et social dans lequel se déploient ces mobilisations pour le départ migratoire, une deuxième partie met l'accent sur les différents types de mobilisation des ressources pour la réalisation des projets d'émigration de la Casamance vers l'Europe et examine les différentes stratégies et tactiques mises en œuvre par les candidats à la migration et/ou leur famille pour réaliser leur projet migratoire. Une troisième partie s'attache enfin à l'étude de la migration clandestine en Casamance sous plusieurs de ses facettes en mettant d'abord l'accent sur les déterminants économiques, politiques, sociaux, culturels mais aussi symboliques qui sont à l'origine des départs. Cette troisième partie présente également une typologie des acteurs de la migration clandestine et plonge le lecteur dans l'expérience vécue des voyages par la mer à travers une description détaillée des conditions de la traversée en mer. Elle met enfin en lumière l'organisation de

ces voyages en pirogue depuis les côtes casamançaises, les risques de la traversée en mer, mais aussi les phénomènes de démence et de folie qui se manifestent chez les candidats : car ils se retrouvent soudain dans un milieu totalement inconnu, continuellement mouvant et d'autant plus effrayant, l'océan (de jour et plus encore de nuit), à la merci de la providence.

Principaux résultats

L'étude des budgets servant à financer les voyages migratoires de candidats à la migration et de leur famille a révélé que la migration clandestine par la voie terrestre est beaucoup plus chère que celle par la voie maritime. Nous sommes arrivé à une telle conclusion en ayant constaté que la migration par la voie terrestre nécessite plusieurs étapes de transit dans des villes et des pays jusqu'à la destination finale, alors que le passage par la voie maritime est ponctué de peu ou pas d'étapes de transit. Les candidats à la migration qui empruntent la voie terrestre dépensent donc beaucoup plus d'argent que ceux qui tentent le passage par la voie maritime. Il semblerait également que le temps nécessaire pour mobiliser l'argent par la voie terrestre soit beaucoup plus long ; temps qui peut s'étaler sur plusieurs mois, voire plusieurs années.

Quant aux diverses stratégies et tactiques mises en œuvre par le candidat à la migration et/ou sa famille, elles sont de l'ordre de quatre catégories : l'épargne, la vente des biens, les tontines et les emprunts. L'épargne s'effectue sur plusieurs mois, voire plusieurs années alors que les tontines correspondent à la mise prélevée par le candidat à la migration ou sa famille dans une tontine dans laquelle ils participent. Les emprunts de leur côté se font de manière générale au sein de l'entourage familial ou d'amis proches du candidat. Certains candidats à la migration, soucieux de financer leur projet migratoire font ainsi un emprunt auprès de leur entourage et s'engagent à le rembourser sur un an, deux ans, trois ans voire plus. Le problème est que pour disposer de cet emprunt, le candidat doit instaurer une relation de confiance avec son créancier. Relation de confiance basée en quelque sorte sur une sorte de *contrat moral* qui contraint le candidat à rembourser cet argent, que son voyage ait réussi ou échoué.

Il est également utile de préciser que ce ne sont pas uniquement les ressources financières qui sont échangées dans ces voyages mais que certains candidats à la migration qui empruntent la voie maritime paient leur voyage grâce à des tâches manuelles qui leur sont confiées durant toute la traversée : c'est le cas des candidats qui écotent l'eau de la pirogue ou de ceux qui cuisinent en cours de route. Cette découverte enrichit considérablement la sociologie des mobilisations en contexte migratoire.

Par ailleurs, la comparaison des budgets dans la migration clandestine avec ceux effectués dans le cadre de la migration pour études laisse apparaître en filigrane que la migration pour études est beaucoup plus chère que la migration clandestine. En outre, comme nous l'avons observé chez les candidats à la migration et leur famille, des stratégies ingénieuses et inédites sont également mises en œuvre par les étudiants. Par exemple, lors de leurs démarches consulaires relatives à la demande du visa, certains étudiants soucieux de justifier leurs ressources et leur capacité à se loger une fois sur place, ont recours, mais pas tous bien évidemment, à des « garants » et « baux fictifs ». Le « garant fictif » est une personne qui se charge de fournir une attestation de prise en charge pour l'étudiant, en contrepartie d'une somme qui se situe entre 457 € et 609 €. Quant au « bail fictif », c'est un document ayant toutes les caractéristiques d'un vrai bail et qui est fourni par une tierce personne pour un montant qui varie entre 152 € et 304 €. Le temps nécessaire pour mobiliser les ressources dans la migration pour études est également plus court que celui dans la migration clandestine. Il y a enfin la constitution de « tontines privées » dans la famille de l'étudiant pour soutenir son projet migratoire, comme c'est le cas dans la migration clandestine.

Pour conclure, nous revenons sur l'existence d'un phénomène passé jusqu'ici inaperçu que révèle nos analyses : c'est la notion de « tontine privée » qui permet de mettre en évidence l'importance des liens de solidarité, très forts dans des familles peu pourvues de ressources économiques. C'est ce qui nous a amené par la suite à affirmer l'existence de mécanismes puissants de solidarité et d'entraide dans les familles en Casamance. La mise en évidence de cette notion de « tontine privée » a été établie à travers une distinction avec la tontine publique. Cette dernière représente un système d'épargne informelle basé sur des cotisations de chaque participant qui prélève à tour de rôle la totalité de la mise, jusqu'à ce que tous les participants aient eu leur tour. Elle est en quelque sorte rotative, et les règles (et les cotisations) sont définies dès le début de sa constitution.

A contrario de la tontine publique, la « tontine privée » est basée sur des cotisations qui se font de manière récurrente selon une certaine temporalité dans la sphère familiale, ce qui implique une cotisation de chaque membre de la famille. Elle se distingue de la tontine publique par son caractère non rotatif et au fait que les cotisations ne correspondent pas à un montant bien défini mais sont perçues seulement comme une contribution (à la fois matérielle et symbolique) de chaque membre de la famille en fonction de son revenu. C'est la volonté de participer ainsi à un projet commun au sein de la cellule familiale qui est mise en avant et qui y occupe une place centrale.